



St Etienne, le 6 Septembre 2022

Monsieur le Président,

Après l'annonce du dégel de la valeur du point d'indice des fonctionnaires par le Ministre de la Transformation et de la Fonction Publique M GUERINI, le soufflé est retombé...

En effet, comment se satisfaire de cette aumône alors même que le SMIC, mais aussi les retraites, les pensions d'invalidité ainsi que les minimas sociaux ont obtenu une plus grande revalorisation que la nôtre ?

Comment se satisfaire de cette aumône alors que cette revalorisation est bien moindre que l'augmentation de l'inflation en 2022, sans parler de celle des dernières années, sans la moindre augmentation du point d'indice ?

Et quel culot pour ledit ministre, d'annoncer dans la presse qu'il s'agit d'une mesure de reconnaissance des agents quand il s'agit simplement d'un dû !

Il s'agit d'un mécanisme permettant d'éviter la paupérisation des fonctionnaires prévu pour faire en sorte que leur rémunération suive l'évolution de la « hausse de prix ».

Loin d'être une récompense, c'est un dû dont nous sommes toutes et tous spoliés depuis le début des années 2000, avec des pertes de pouvoir d'achat de plus de 20 %.

Le politologue et chroniqueur Clément Viktorovitch a d'ailleurs le 6 juin dernier tenu à recentrer le débat en ce sens en affirmant : « il y a donc un certain cynisme à entendre Stanislas Guerini nous dire que le dégel du point d'indice serait une « reconnaissance du travail fourni par les fonctionnaires ». Non, ce n'est pas un cadeau de la part du gouvernement, c'est un dû pour compenser l'érosion de leur pouvoir d'achat, du fait des décisions prises, notamment, par ce même gouvernement ».

Au sein de la DGFIP et pour rester dans le registre de ce qui nous irrite : nous dénonçons le vaste « remue méninges » auquel notre Directeur Général convie les collègues. Nous dénonçons une entreprise d'instrumentalisation et une démarche visant à demander aux agents d'être les artisans et caution morale du futur Contrat d'Objectifs et de Moyens (COM) porteur de leur propre destruction.

Et permettez nous de nous offusquer lorsque l'on lit dans le dernier rapport d'activité sous la plume de notre DG « les organisations syndicales avec qui j'échange régulièrement jouent un rôle majeur dans cette conduite du changement ».

Nous ne pouvons malheureusement pas commenter les propositions faites dans la Loire, en effet le message sur Ulysse 42 du 20 juillet ne précise pas les remontées faites dans notre département.

Pour autant, fidèles à nos valeurs et nos engagements, nous continuons inlassablement à porter les revendications de nos collègues :

- arrêt des réformes : maintien et renforcement de l'ensemble de nos missions, refus des externalisations ;
- arrêt des restructurations et retour à un service public de proximité, renforcé, de plein exercice, qui accueille l'ensemble des usagers et usagères selon leurs besoins ;
- exigence d'un service public de qualité avec des agentes et agents sous statut, formés et protégés ;
- arrêt des suppressions d'emplois et comblement des vacances d'emploi par le recrutement de fonctionnaires sur concours ;
- exigence d'une rémunération à la hauteur de notre technicité et de notre engagement collectif (+ 85 points d'indice, + 20 points d'ACF, + 200 € d'IMT) ;
- refus de la rémunération au mérite ;
- exigence de moyens pour l'entretien de nos bâtiments et pour leur rénovation dans le cadre de la transition écologique ;
- exigence de moyens pour l'amélioration de nos conditions de travail ;
- exigence de moyens pour une informatique digne d'une administration du 21ème siècle et développement de nos applications en interne...

et nous nous arrêtons là, même si chacun et chacune, ici, pourrait continuer en proposant tout ce qui serait de nature à stopper la baisse de la qualité que nous pouvons constater dans l'exercice de nos missions.

Au-delà, un véritable débat doit s'engager avec les usagers et les collectivités pour garantir une administration utile et renforcée au service de l'intérêt général. Plus que jamais nous sommes déterminés et mobilisés.

Nous mettrons toute notre énergie pour défendre notre service public de proximité et technicien ainsi que l'ensemble de ses agentes et agents pour aller vers une société plus juste, plus humaine et démocratique.

Les agents des MEF ont été 38 % à répondre à l'observatoire interne, le ministre a communiqué sur certains chiffres mais en a oublié beaucoup qui montrent bien que la situation actuelle est intenable. Nous n'allons pas tous vous les citer, par contre nous allons vous dire ce que les agents nous rapportent lorsque nous les rencontrons :

- perte d'intérêt pour le travail
- forte démotivation
- aucun intérêt de travailler sur des listes
- perte de technicité
- incertitude dans l'avenir
- on n'est pas assez nombreux donc on ne peut pas faire correctement notre métier
- faire du rentable
- faire du vite fait mal fait
- charge de travail trop importante
- moins de soutien de la hiérarchie et de la direction sur les sujets techniques
- mobilité forcée ou restreinte (affectation au département, fin du quota de 50 % de convenance personnelle pour les titulaires, postes fermés aux titulaires mais ouverts aux contractuels ou stagiaires, délai de séjour de 3 ans)

Pour conclure cette Déclaration Liminaire :

Fin de l'abondance, de l'insouciance et de la démagogie. Mais pour qui ?

Lors de l'ouverture du Conseil des ministres de la rentrée 2022, le Président de la République appelle à la fin de l'abondance, de l'insouciance et de la démagogie en se tournant vers une grande rupture.

Par ses propos, une nouvelle fois, indécents, le président se veut volontariste et offensif... mais envers qui?

Il est clair que les Français et les Françaises ne vivent ni le même quotidien ni la même réalité !

En effet, une large partie de la population se trouve confrontée à des fins de mois de plus en plus difficiles face à une inflation galopante et des salaires de faible niveau, avec un SMIC qui n'a pas été revalorisé de façon conséquente pour vivre dignement de son travail.

Alors oui mettre fin à l'abondance des plus riches, c'est œuvrer pour une véritable répartition des richesses et instaurer une taxation des « supers profits ». Il y a urgence à porter une réforme fiscale de fond basée sur plus de progressivité, nettoyer des niches fiscales inefficaces sur le plan économique au coût budgétaire élevé et qui favorisent l'optimisation voire la fraude et l'évasion fiscales.

Alors oui, mettre fin à l'insouciance c'est mettre en place de véritables politiques publiques en opérant un changement structurel pour faire face à l'urgence climatique, économique et sociale

Alors oui, mettre fin à la démagogie c'est agir et entreprendre des changements porteurs de progrès, c'est abroger la réforme de l'assurance chômage et stopper celle envisagée sur la retraite.

Oui, un autre monde est possible mais nécessite d'en finir avec les principes d'un système qui nous amène au désastre.. Solidaires Finances Publiques appelle à l'exprimer haut et fort en étant en grève et manifestations le 29 septembre prochain.